

## LA FIN DE LA FRANÇAFRIQUE N'EST PAS POUR DEMAIN

## Bongo aurait financé la droite comme la gauche

*Le président français, Nicolas Sarkozy, se déplacera lui-même aux obsèques d'Omar Bongo, qui se dérouleront mardi 16 juin à Libreville, la capitale gabonaise. Il n'est pas encore enterré qu'une vaste polémique sur la Françafrique et ses réseaux opaques refait surface. El hadj Bongo arrosait les hommes politiques de droite comme de gauche et c'est ce qui l'a maintenu au pouvoir, avouent des politiques des deux camps. Il n'est pas dit, loin s'en faut, que ce système prenne fin. Et pourtant, dans son programme de politique internationale, Sarkozy avait longuement disserté sur la fin de la Françafrique.*

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

Dès l'annonce officielle de la mort de Omar Bongo, les langues ont commencé à se délier sur les liens obscurs qu'a toujours entretenus le pouvoir français avec certains régimes africains. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le premier tir est venu de l'ancien président français, Valéry Giscard d'Estaing dont la campagne pour la présidentielle de 1981, entachée alors par l'affaire des diamants que lui avait offerts Bokassa, président centre-africain de l'époque, s'était soldée par un cuisant échec. Giscard, que les Français associent toujours à ce scandale des diamants, révélait mardi sur Europe 1, qu'Omar Bongo avait soutenu financièrement Jacques Chirac, son adversaire, lors de sa campagne présidentielle de 1981. Il n'en

fallait pas plus pour que la polémique s'amplifie. Le mis en cause, Jacques Chirac, a très vite rétorqué et dénoncé «des affirmations dénuées de tout fondement», qualifiant les révélations de Giscard de propos qui ne relèvent «que d'une médiocre polémique».

L'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, qui, lui aussi, n'était pas étranger à ce qui est toujours appelé les «réseaux africains» ou la françafrique et qui fut mêlé à l'affaire Elf puis a bénéficié d'un non-lieu, est venu au secours de Chirac, affirmant : «Comment est-ce qu'il (Giscard, ndlr) peut dire ça ? S'il a des éléments de preuve, il faut qu'il les donne... on ne doit pas se laisser aller à tenir ce genre de propos qui relèvent de la basse insinuation, de la calomnie ... Que Omar Bongo ait eu de l'amitié pour certains, c'est probable. Il avait des amis aussi bien à

droite qu'à gauche, d'ailleurs. Mais ça s'arrête là. Je n'ai jamais entendu, y compris par Bongo, qu'il aidait financièrement tel ou tel.»

L'ancien monsieur Afrique de Jacques Chirac (de 2002 à 2007), Michel Bonnetcorse, qui a réfuté la déclaration de Giscard, a dans le même temps admis qu'Omar Bongo ne se cachait pas d'avoir dans le passé aidé les partis tous azimuts. Et pour couronner le tout, Roland Dumas, ancien ministre socialiste des Affaires étrangères à qui un journaliste demandait : «Omar Bongo finançait-il, comme il s'en vantait parfois, les partis politiques français ?», eut cette réponse qui en dit long sur l'arrosage de tous les pouvoirs français, et qui plus est, pas seulement par le pouvoir gabonais : «S'il l'a dit, c'est qu'il y a une part de vérité. Je connaissais Bongo depuis cinquante ans. C'était un ami et nous avons toujours travaillé en bonne intelligence. Mais je n'étais pas là, moi, pour porter les valises. Et bien d'autres pays



Le président Omar Bongo avec son homologue français le 27 juillet 2007.

ont procédé à de tels financements. La différence avec Omar Bongo, c'est qu'il répartissait équitablement la manne : chaque parti était servi. C'est donc cet arrosage de tous les pouvoirs français successifs, avec les revenus pétroliers dont les citoyens gabonais étaient privés, qui a aidé Bongo, que tous, à droite comme à gauche, s'accordent à décrire comme un sage, à rester au pouvoir pendant plus de 41

ans. C'est justement ce qui a fait réagir la nouvelle députée d'Europe Ecologie et ancienne magistrate Eva Joly qui a estimé que : «C'était un président qui n'avait pas le souci de ses citoyens. Il a bien servi les intérêts de la France et des hommes politiques français. La manne pétrolière n'a pas profité aux Gabonais. La France a une grande dette envers le Gabon pour avoir maintenu au pouvoir pendant toutes ces années Omar

Bongo». Eva Joly ne parle pas en l'air, elle qui a eu à traiter de l'affaire Elf, de ses ramifications gabonaises et d'y découvrir, à cette occasion, les relais de la Françafrique où s'entremêlent les Etats africains corrompus, leurs parrains français et autres lobbys d'hommes d'affaires qui ont fait prospérer leurs business.

Bongo a été considéré comme le pilier de cette Françafrique. Sa mort ne va sûrement pas sonner le glas de cette pratique instituée en système. Ali Bongo, ministre de la Défense, le fils de Omar Bongo qui a su préserver la dynastie, continuera à faire, à n'en pas douter, les jours heureux de ces relations si particulières avec le pouvoir de l'ancienne colonie, pourvu que cette dernière l'aide à sortir des urnes lors de la prochaine présidentielle.

A moins que... les Gabonais ne décident enfin de donner une odeur et une couleur gabonaises à leur pétrole.

K. B.-A.

## IRAK

## Attaque contre une mosquée à Bagdad : cinq morts dont un député sunnite

**Un député sunnite a été abattu hier par un adolescent qui a fait irruption dans une mosquée de Bagdad et a ensuite lancé une grenade, dans une attaque qui a fait au total cinq morts et 12 blessés.**

«Un adolescent est entré dans la mosquée, a tué par balles le député Hareth al-Obaïdi et son garde du corps, puis il a jeté une grenade qui a tué trois personnes et blessé douze autres», a déclaré à l'AFP un responsable du ministère de l'Intérieur. L'agresseur, qui était âgé d'une quinzaine d'années, a ensuite été abattu à son tour, selon ce responsable qui a requis l'anonymat. Des sources au sein des services de sécurité avaient indiqué auparavant que le député sunnite avait été abattu en sortant d'une mosquée de Yarmouk, dans l'ouest de Bagdad.

La mort de Hareth al-Obaïdi a été confirmée par Salim Abdallah, le porte-parole du Front de la concorde, le groupe parlementaire sunnite auquel il appartenait.

M. Obaïdi était membre

du Parti islamique et officiait comme imam pour la prière du vendredi. Il a été tué après son prêche alors que, selon la tradition, les fidèles venaient le saluer.

Né en 1966, il était le vice-président de la commission parlementaire pour les droits de l'Homme. Rien ne permet en l'état de dire qui a commandité le meurtre du député, ni s'il s'agit de violences confessionnelles perpétrées par un groupe chiite contre un député sunnite, ni d'un règlement de comptes à l'intérieur de la communauté sunnite. Hareth al-Obaïdi avait réclamé la veille de sa mort, avec d'autres députés, la création d'une commission d'enquête indépendante après des cas de torture, de viol et des décès dans des prisons irakiennes, lors d'un débat au Parlement — le premier du genre sur la question

— retransmis par la chaîne officielle irakienne.

L'Irak a été le théâtre de nombreux assassinats politiques ces dernières années.

En février dernier, Samir Safouat, un responsable du Parti islamique, a été assassiné devant son domicile à Bagdad par des inconnus qui ont ouvert le feu sur lui depuis une voiture avant de prendre la fuite. Deux candidats sunnites avaient été assassinés à Mossoul et Bagdad durant la campagne pour les élections provinciales du 31 janvier.

Le député Saleh Al-Ogaïli, membre du mouvement chiite du chef radical

Moqtada Sadr, avait été assassiné en octobre 2008 dans l'explosion d'une bombe au passage de sa voiture alors qu'il venait de quitter son domicile de Sadr City, dans le nord de la capitale, dont il était l' élu.

L'attentat contre la mosquée et le député est le dernier d'une série d'attaques

meurtrières survenues à moins de trois semaines du retrait des troupes de combat américaines des villes, villages et localités d'Irak.

Plus tôt vendredi, trois personnes dont une jeune fille de 17 ans ont été tuées et onze blessées dans deux attentats à Bagdad et près de la capitale irakienne.

Jeudi soir, deux Irakiens ont été tués et trois blessés dans l'explosion d'une moto près d'un café dans la ville sainte chiite de Kerbala, au sud de Bagdad. La veille, un attentat sur un marché d'une localité chiite près de Nassiriyah (350 km au sud de Bagdad) avait fait 19 morts et 56 blessés.

«Les attaques (d'Al-Qaïda et des groupes insurgés, ndlr) seront plus fortes. Ils voudront donner l'impression que les forces irakiennes faillissent à leur devoir à l'approche du départ des forces multinationales», a estimé jeudi le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki.

## PAKISTAN

## 52 talibans et 12 soldats tués en 24 heures

Cinquante-deux rebelles talibans et 12 soldats pakistanais ont été tués au cours des dernières 24 heures dans des combats dans le nord-ouest du pays, ont annoncé hier les forces de sécurité pakistanaises.

«Au moins 39 talibans et 10 soldats ont été tués dans des combats entre l'armée et les rebelles dans la région de Swat, dans le nord-ouest du Pakistan», a indiqué l'armée dans un communiqué. L'armée pakistanaise a lancé le 26 avril une offensive pour déloger les talibans liés à Al Qaïda de trois districts du nord-ouest, dont Swat, situés entre les zones tribales frontalières de l'Afghanistan. Depuis le début de cette opération, l'armée pakistanaise a au total annoncé la mort de 1 429 rebelles et de 126 soldats. Par ailleurs, des responsables de la sécurité ont annoncé hier la mort de 13 rebelles et de deux soldats, dont un officier, pendant une opération de l'armée contre les talibans à Mohmand, une zone tribale frontalière de l'Afghanistan.

## LIBAN

## Solana rencontre un député du Hezbollah ce samedi

Le diplomate en chef de l'Union européenne Javier Solana va rencontrer aujourd'hui un député du Hezbollah, une première entre un représentant européen de ce niveau et le parti chiite, a affirmé à l'AFP une source à la Délégation de la Commission européenne à Beyrouth. Le parti chiite a confirmé dans un communiqué la tenue de cet entretien entre M. Solana et le député Hussein Hajj Hassan au Parlement libanais aujourd'hui à 15h (12h GMT). Le Hezbollah est classé sur la liste américaine des organisations terroristes, mais pas sur celle de l'UE. M. Solana, en tournée régionale qui l'a mené en Israël et en Cisjordanie, devait rencontrer hier vendredi en fin d'après-midi, le président libanais Michel Sleimane, avant d'avoir un entretien avec l'émissaire américain pour le Proche-Orient, George Mitchell, également en visite au Liban. Il rencontrera aujourd'hui, outre le député du Hezbollah, le Premier ministre Fouad Siniora et le président du Parlement Nabih Berri ainsi que différents dirigeants de partis libanais.

## AFGHANISTAN

## Le chef des forces américaines souligne la nécessité d'épargner les civils

**Le nouveau commandant des forces américaines et alliées en Afghanistan, le général Stanley McChrystal, a souligné la nécessité d'épargner les civils lors des opérations militaires dans la guerre menée contre les rebelles talibans, ont rapporté hier les médias locaux.**

«Quand nous serons en position, l'une des choses que l'on fera, c'est d'examiner toutes les règles d'engagement et toutes les instructions à nos uni-

tés, en soulignant que nous nous battons pour la population», a fait savoir le général McChrystal dans une interview à la radio BBC4.

«Cela veut dire protéger la population à la fois des ennemis et des conséquences imprévues de nos opérations, parce que nous savons que même si une opération peut être conduite pour une bonne raison, si elle a des effets négatifs, l'issue est négative pour tout le monde», a ajouté le général McChrystal qui avait été désigné en mai par le prési-

dent Barack Obama pour commander les troupes américaines en remplacement du général David McKiernan. Le général McChrystal a expliqué que son objectif était d'«empêcher la réémergence du réseau terroriste d'al-Qaïda et des talibans en Afghanistan».

Les raids américains contre les talibans afghans qui ont provoqué la mort de beaucoup de civils ont été critiqués par Kaboul, estimant qu'ils risquent d'«aliéner» la population dont l'appui est clef pour la lutte contre les talibans.